

# ramses

2018

La rédaction de cet ouvrage a été achevée à la mi-juillet 2017. *RAMSES 2018* est une œuvre collective, créée à l'initiative de l'Ifri, au sens de l'article 9 de la loi n° 57 298 du 11 mars 1947.

© Institut français des relations internationales, 2017

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous pays.

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial, président de l'Ifri.

Illustration de couverture : © Shutterstock.com

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>		<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
--	---	--

© Dunod, Paris, 2017

11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff

[www.dunod.com](http://www.dunod.com)

ISBN 978-2-10-075972-9

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Institut français des relations internationales

ifri

# ramses

## 2018

**Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies**  
Sous la direction de Thierry de Montbrial et Dominique David

Avec 8 vidéos

DUNOD

Publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales



# Sommaire

<b>PARTIE 1 : PERSPECTIVES</b> <i>par Thierry de Montbrial</i> .....	15
<b>PARTIE 2 : TROIS ENJEUX POUR 2018</b> .....	37
Un monde brisé, quel monde nouveau ? .....	42
Où va la Russie ? .....	90
La guerre de l'information .....	138
<b>PARTIE 3 : LE MONDE EN QUESTIONS</b> .....	187
États-Unis .....	188
Moyen-Orient/Maghreb .....	196
Asie .....	224
Afrique .....	244
Europe .....	256
Économie .....	276
<b>PARTIE 4 : REPÈRES</b> .....	289
Chronologie 2016-2017 .....	290
Le monde en cartes .....	304
Le monde en chiffres .....	321



# Table des matières

## Partie 1 Perspectives ..... p. 17

par Thierry de Montbrial (avec vidéo ▶)

## Partie 2 Trois enjeux pour 2018 ..... p. 37

Introduction ..... p. 38

par Dominique David (avec vidéo ▶)

1

**Un monde brisé, quel monde nouveau ?**

**Sous la direction de Dominique David  
et Philippe Moreau Defarges**

p. 42

Un changement de temps ..... p. 42

Philippe Moreau Defarges

Un nouveau jeu de puissance ? ..... p. 48

Dominique David

Le jeu des puissances au Moyen-Orient ..... p. 54

Denis Bauchard (avec vidéo ▶)

L'Asie, vers un ordre post-américain ? ..... p. 58

Céline Pajon et John Seaman

Défiet avenir de la coopération internationale ..... p. 62

Serge Sur

La mondialisation à l'ère du populisme ..... p. 68

Eddy Fougier

Les identités en questions ..... p. 74

Riva Kastoryano

Démocraties, États, peuples en crises ? ..... p. 80

Philippe Moreau Defarges

Le système technico-économico-planétaire peut-il résister au choc ? ..... p. 84

César Ducruet

## 2

### Où va la Russie ?

Sous la direction de *Tatiana Kastouéva-Jean*

p. 90

Russie : au seuil des présidentielles

p. 90

*Tatiana Kastouéva-Jean* (avec vidéo )

Économie russe : après la crise, le retour des questions structurelles

p. 96

*Julien Vercueil*

La Russie a-t-elle une grande stratégie ?

p. 102

*Jean-Christophe Romer*

La Russie et son voisinage à l'heure des tensions

p. 108

*Jean Radvanyi*

UE/Russie : divorce à l'européenne ?

p. 114

*Cyrille Bret*

Quelle place pour la Russie au Moyen-Orient ?

p. 118

*Julien Nocetti*

Moscou/Pékin : un « pivot » russe vers l'Est ?

p. 122

*Isabelle Facon*

Soft power russe : l'information au cœur

p. 126

*Maxime Audinet*

L'armée russe : état des lieux

p. 132

*Pavel Baev*

## 3

### La guerre de l'information

Sous la direction de *Julien Nocetti*

p. 138

Comment l'information recompose les relations internationales

p. 138

*Julien Nocetti*

De l'utopie internet aux défis d'un monde numérisé

p. 144

*Françoise Massit-Folléa*

La diplomatie à l'heure du numérique

p. 150

*Julien Nocetti* (avec vidéo )

Cyberguerre : longtemps annoncée, désormais réalité ?

p. 156

*Nicolas Arpagian*



Internet renforce-t-il l'autoritarisme ? <i>Julien Nocetti</i>	p. 162
Internet et la dégradation du discours politique : le cas américain <i>Laurence Nardon</i>	p. 166
L'Europe centrale et la désinformation russe <i>David Cadier</i>	p. 172
Lanceurs d'alerte : garde-fous ou perturbateurs ? <i>Jean-Philippe Foegle</i>	p. 178
Le climat, victime des luttes informationnelles <i>Carole Mathieu</i>	p. 182

## Partie 3 Le monde en questions ..... p. 187


### États-Unis

---

Les États-Unis de Trump au Moyen-Orient <i>Maya Kandel</i>	p. 188
La politique commerciale de Donald Trump <i>Jean-Baptiste Velut</i>	p. 192

### Moyen-Orient/Maghreb

---

Turquie : la contagion syrienne <i>Dorothee Schmid (avec vidéo )</i>	p. 196
Jusqu'où ira la résilience libanaise ? <i>Myriam Catusse</i>	p. 200
Les fragilités du Kurdistan irakien <i>Adel Bakawan</i>	p. 204
Les métastases du conflit yéménite <i>Louise Colladant</i>	p. 208
La Turquie « après coup » <i>Samim Akgönül</i>	p. 212
Objectif Afrique pour le Maroc <i>Akram Belkaïd</i>	p. 216

Les ressources de gaz naturel en Méditerranée orientale p. 220  
*Marie-Claire Aoun*

## Asie

---

Chine : anciennes méthodes et nouvelles technologies au service du Parti p. 224  
*Alice Ekman*

Japon : la diplomatie proactive de Shinzo Abe p. 228  
*Céline Pajon*


Corée du Sud : du cauchemar à l'espoir p. 232  
*Rémy Hémez*

Asie du Sud-Est : d'inquiétantes incertitudes p. 236  
*Sophie Boisseau du Rocher*

Modi, l'opinion indienne et la posture internationale de l'Inde p. 240  
*Isabelle Saint-Mézard*

## Afrique

---

Afrique subsaharienne : la mondialisation par le bas p. 244  
*Alain Antil (avec vidéo )*

Afrique : quelle émergence ? p. 248  
*Clélie Nallet*

L'Union africaine, théâtre pour les puissances continentales p. 252  
*Victor Magnani*

## Europe

---

Perspectives brouillées pour le Brexit p. 256  
*Vivien Pertusot*

L'Allemagne en Europe p. 260  
*Hans Stark*

Politique étrangère : le débat allemand p. 264  
*Barbara Kunz*

La solitude européenne de la Pologne p. 268

*Krzysztof Soloch*

Les défis sécuritaires de la Finlande et de la Suède p. 272

*Krzysztof Soloch*

## Économie

---

La stabilité financière en question p. 276

*André Lévy-Lang*

Viellissement et faible croissance, une fatalité ? p. 280

*Françoise Nicolas (avec vidéo )*

Europe : quelle politique commerciale à l'heure des populismes ? p. 284

*Iana Dreyer*

**Partie 4 Repères** ..... p. 289

Chronologie 2016-2017 p. 290

Le monde en cartes p. 304

Le monde en chiffres p. 321

**Index** ..... p. 338

**L'équipe du RAMSES 2018** ..... p. 346

# Les vidéos du *RAMSES 2018*

Découvrez **8 vidéos d'auteurs** pour éclairer les lignes de forces des thématiques du *RAMSES 2018*.

## ● Perspectives, p. 17



**Thierry de MONTBRIAL**, fondateur et président de l'Ifri, s'entretient avec Dominique David sur les enjeux actuels de la scène mondiale : dans les crises actuelles, voit-on poindre un désordre généralisé, ou une adaptation à venir de la mondialisation ?

## ● Trois enjeux pour 2018, p. 38

**Dominique DAVID**, co-directeur du RAMSES, présente les dossiers phares du RAMSES 2018. Quel monde nouveau s'ébauche ? Quelle place y aura la Russie ? Ce monde s'organisera-t-il – pour le meilleur ou pour le pire – autour des échanges d'information ?



## ● Le jeu des puissances au Moyen-Orient, p. 54



**Denis BAUCHARD**, conseiller pour le Moyen-Orient à l'Ifri, approche le jeu des puissances dans cette région à travers les outils de persuasion et de contrainte dont elles disposent. Parviendront-elles à recomposer un ordre régional ?

## ● Russie : au seuil des présidentielles, p. 90



**Tatiana KASTOUËVA-JEAN**, directrice du Centre Russie/NEI de l'Ifri, s'interroge sur la société politique russe à l'approche des prochaines présidentielles. Les succès de politique étrangère ne cachent-ils pas des faiblesses persistantes ?

## ● La diplomatie à l'heure du numérique, p. 150

Julien NOCETTI, chercheur au Centre Russie/NEI de l'Ifrri et spécialiste des questions numériques, décrit les mutations introduites par internet, qui affectent la logique même des sociétés démocratiques et de la coopération internationale.



## ● Turquie : la contagion syrienne, p. 196



Dorothee SCHMID, responsable du programme Turquie contemporaine de l'Ifrri, éclaire les ressorts de la complexe stratégie du régime turc : pour ses rapports avec son voisinage moyen-oriental, et au-delà pour ses relations avec l'OTAN et l'UE.

## ● Afrique subsaharienne : la mondialisation par le bas, p. 244

Alain ANTIL, responsable du programme Afrique subsaharienne de l'Ifrri, rappelle le caractère inégal des dynamiques de croissance africaines, et s'interroge sur les modalités d'insertion du Continent noir dans une mondialisation complexe.



## ● Les Nouvelles routes de la soie, p. 280

Françoise NICOLAS, directeur du Centre Asie de l'Ifrri, met en lumière l'importance géostratégique et géo-économique du projet chinois des Nouvelles routes de la soie, et ses conséquences, régionales et globales.



### Comment utiliser les QR codes de ce livre ?

- 1 Téléchargez un lecteur de QR code gratuit et ouvrez l'application sur votre smartphone.
- 2 Photographiez avec votre mobile le QR code placé en haut à droite du texte correspondant.
- 3 Découvrez les interviews exclusives sur votre téléphone.

PARTIE

1

# PERSPECTIVES

par Thierry de Montbrial





# Perspectives

en vidéo



## ► Donald Trump et le monde

### ► *Un vrai président des États-Unis ?*

<https://goo.gl/Dgn6eF>

Lorsque, en juillet 2016, j’achevais les « Perspectives » du *RAMSES 2017*, les médias annonçaient à l’unisson que, dans la course à la Maison-Blanche, Donald Trump était en perte de vitesse. La victoire d’Hillary Clinton était tenue pour acquise. Rares étaient ceux qui, plus attentifs aux palpitations de l’Amérique profonde, croyaient possible – voire vraisemblable – le succès du magnat de l’immobilier. À la stupéfaction des bien-pensants qui n’avaient pas compris l’usure de Washington, cette personne-là, l’homme d’affaires failli, le *playboy*, la vedette de *reality shows*, a été élue 45<sup>e</sup> président des États-Unis d’Amérique le 8 novembre 2016. Certes avec moins de votes « populaires » que sa concurrente, comme George W. Bush en 2000 face à Al Gore. On a dit que c’était grâce à – ou plutôt à cause de – la Russie, désormais réputée capable d’influencer les scrutins décisifs dans les démocraties occidentales. Cette question de la malléabilité des électors et des influences qu’ils subissent est importante en soi. Mais dans le cas de Trump, force est d’admettre, neuf mois plus tard, qu’il aurait été plus facile pour les Russes de le faire élire que de diriger sa politique ! Si Vladimir Poutine a vraiment voulu – et pu – jouer à ce jeu, il a été mal avisé. Rien ne permet en effet de penser, en juillet 2017, que la politique étrangère du nouveau président des États-Unis comble de satisfaction le maître du Kremlin.

On a dit aussi qu’en raison de ses démêlés avec les services de renseignement, notamment avec le FBI, Trump ne tarderait pas à se trouver soumis à une procédure d’*impeachment*. Ce n’est pas exclu, mais rares sont aujourd’hui ceux qui se risquent à parier sur cette hypothèse. Plus généralement, on a dit qu’il ne se sortirait de sa guerre contre les médias qu’à son détriment. Cela est possible aussi, mais nullement certain, même si grâce à ces polémiques la presse américaine se refait une santé. En réalité, la presse a au moins deux raisons complémentaires de procéder à un examen de conscience. Elle a d’abord dans l’ensemble mal rempli son rôle d’observateur pendant la campagne électorale. Puis elle s’est parfois, par exemple dans le cas de CNN, laissée entraîner à divulguer de fausses informations. À l’ère de l’instantanéité, le phénomène des *fake news* ne se confond pas avec la franche désinformation d’autrefois. On a fini par trouver normal d’ériger en vérité une rumeur non vérifiée ou une approximation, et partant de glisser vers le mensonge ou la diffamation, ceci devenant un mode normal de traitement des gens qu’on n’aime pas.

Voilà pourquoi Trump n’est pas nécessairement perdant. Il n’en reste pas moins que, pendant la campagne électorale des deux principaux candidats – si désastreuse pour qui prend au sérieux l’exemplarité de la démocratie et plus

précisément le choix du dirigeant suprême par le suffrage universel direct –, Trump n’a lui-même jamais hésité à mentir, à insulter, à promettre tout et son contraire. Une fois élu, il a continué avec une constance déconcertante à émettre des tweets caricaturaux et vulgaires. En politique étrangère, il n’a pas hésité à rompre avec les codes de la diplomatie et à se contredire, sans apparemment éprouver nulle honte. Il apparaît pourtant que, contrairement à des allégations constantes, sa base électorale lui reste fidèle. Or, il en prend grand soin. Enfin, les milieux d’affaires semblent plutôt favorables à sa politique économique, même si nombre d’économistes ayant pignon sur rue continuent de l’étriller. En fait, six mois après son intronisation, soit près de deux fois cent jours, chacun, à l’intérieur comme à l’extérieur des États-Unis, en est encore à se demander comment fonctionne le gouvernement, ou si le président connaît seulement son cap. Dans ce qui suit, je m’en tiendrai à la politique extérieure.

### ► **Politique étrangère : du candidat au président**

Donald Trump est arrivé au pouvoir avec des idées simples. D’abord : *Make America great again*. Entendons par là : *America first*, autrement dit une conception étroite des intérêts économiques et sécuritaires du pays. D’où la volonté d’une stricte limitation de l’immigration, d’un mur entre les États-Unis et le Mexique, et de l’abandon de traités commerciaux déjà signés ou en négociation avancée, comme le Partenariat Trans-Pacifique (TPP<sup>1</sup>) ou le Partenariat transatlantique de commerce d’investissement (TTIP<sup>2</sup>) – sans en percevoir, pour le TPP, les dimensions stratégiques par rapport à la Chine. D’où aussi l’annonce des mesures de rétorsion à l’encontre des excédents de pays comme la Chine ou l’Allemagne, accusés de mercantilisme et de manipulation monétaire – ce qui est assez piquant s’agissant de l’euro, comme si Wolfgang Schäuble pouvait en déterminer le cours. Pour Trump, l’accord de décembre 2015 sur le climat était contraire à l’intérêt américain – en tout cas à celui de son secteur énergétique –, en raison de ses avantages comparatifs pour les combustibles fossiles. Il fallait donc se retirer de cet accord et démanteler, dans ce domaine comme dans d’autres, l’œuvre de son prédécesseur. Cela alors que, d’un autre point de vue, même l’industrie américaine aurait dans l’ensemble beaucoup à bénéficier d’un investissement massif dans les secteurs non carbonés (c’est le point de vue d’Exxon...).

En ce qui concerne la sécurité, le candidat Trump dénonçait l’interventionnisme excessif de ses prédécesseurs, y compris du républicain George W. Bush, obsédés par le *regime change*. Il était favorable à la lutte contre le terrorisme islamiste, mais plus par des moyens indirects, en s’appuyant sur des régimes autoritaires. Il ne manifestait que mépris pour l’Union européenne (UE), en particulier pour la France, applaudissant bruyamment au Brexit, et se réjouissant d’un retour à la « relation spéciale » entre les États-Unis et le Royaume-Uni.

1. Le Partenariat Trans-Pacifique (en anglais, *Trans-Pacific Partnership*), est un traité multilatéral de libre-échange qui vise à intégrer les économies des régions Asie-Pacifique et Amérique (hors Chine).

2. Le Partenariat transatlantique de commerce et d’investissement (en anglais, *Transatlantic Trade and Investment Partnership*) est un accord commercial en cours de négociation entre l’Union européenne et les États-Unis, qui prévoit la création d’une zone de libre-échange transatlantique.

Il dénonçait l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) comme une organisation désuète, subordonnant sa survie à l'engagement de ses membres européens à payer davantage. Mêmes considérations pour le Japon et la Corée. En Asie de l'Est, il fallait aussi sans tarder mettre au pas la Corée du Nord, et en finir avec les bombes et les essais balistiques de Pyongyang.

Au Moyen-Orient, Trump manifestait un soutien enthousiaste et inconditionnel à la politique de Benyamin Netanyahou en Israël, à commencer par l'extension des colonies dans les territoires occupés, condamnée le 23 décembre 2016 par une résolution des Nations unies – avec l'abstention, et non le veto habituel, des États-Unis, sur décision de Barack Obama. Trump manifestait son scepticisme concernant la politique des deux États (israélien et palestinien) et affirmait sa volonté de transférer immédiatement à Jérusalem le siège de l'ambassade des États-Unis. Il dénonçait l'accord du 14 juillet 2015 avec l'Iran, désigné comme le grand fauteur de troubles dans l'ensemble de la région. Sur un plan global, il exprimait son admiration pour Vladimir Poutine, sans pour autant en tirer des conséquences spécifiques, par exemple à propos de l'Iran.

### *Une dégradation du soft power américain ?*

Tout cela paraissait brouillon, inutilement offensant pour beaucoup, et incohérent, mélange de café du commerce et de visées électorales. Devenu président, Trump continua d'abord sur le même mode, pataugeant dans les choix de son entourage, et ne manifestant de toute manière que peu d'inclination pour l'écoute de personnalités expérimentées et l'étude des dossiers. En se comportant de la sorte, il a doublement porté préjudice à son pays. D'une part en projetant une image déplorable qui dégrade le *soft power* de la première puissance du monde. D'autre part en affaiblissant la crédibilité des États-Unis auprès de partenaires ou alliés qui en dépendent de façon essentielle pour leur sécurité, principalement en Europe et en Asie. Or, dans les relations internationales comme ailleurs, la confiance repose sur des équilibres délicats. Elle est lente à se construire, prompt à se défaire. Et lorsqu'une relation de confiance est rompue, elle est très difficile à rétablir. En ce sens, Trump a déjà commis de lourds dégâts, mais il n'est pas le seul. Je pense par exemple aux conditions du « lâchage » du président égyptien Hosni Moubarak par Obama au début du « printemps arabe ».

#### ► *Une occasion manquée*

L'avènement d'un nouveau président en novembre 2016 aurait pourtant pu, et même dû, donner lieu à un véritable réexamen de la politique étrangère américaine, un quart de siècle après la chute de l'URSS : une période pendant laquelle les diplomaties occidentales ont continué à fonctionner selon des réflexes issus de la guerre froide, alors que le monde se transformait profondément.

Ce besoin de réexamen vaut d'abord pour les relations avec la Russie, après la parenthèse des années 1990 et des deux mandats de Boris Eltsine (1991-1999). L'ancienne superpuissance était alors en décomposition chaotique. La première erreur fut d'imaginer qu'après la dynastie des Romanov et l'ère soviétique, l'Occident pourrait façonner une Russie à son image. La deuxième

erreur, après l'élection de Vladimir Poutine et le retour à un certain ordre, fut de croire qu'on pouvait forcer l'extension à l'Est des « institutions transatlantiques ». Barack Obama aurait bien voulu repartir à zéro, mais le malentendu était trop profond, avant même son arrivée à la Maison-Blanche, avec des actions jugées unilatérales par les Russes, comme les bombardements de l'OTAN en 1999 sur Belgrade, puis la reconnaissance du Kosovo en 2008, ou encore sous son mandat le renversement de Mouammar Kadhafi en 2011, pour que le *reset* puisse réussir. La crise ukrainienne de 2014 a marqué le point culminant de la dégradation des rapports Est-Ouest – pour utiliser la vieille expression – dont le durcissement de la rivalité au Moyen-Orient a été la suite immédiate.

L'élection de 2016 aurait en effet pu donner l'occasion d'un nouveau départ, avec pour commencer un règlement de la question ukrainienne inspiré de la solution autrichienne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'Autriche, qui avait alors failli tomber sous le joug soviétique, s'est tellement bien accommodée de son statut de neutralité qu'aujourd'hui encore, membre de l'UE, elle y reste attachée. Dans le cas de l'Ukraine, la neutralité n'impliquerait nullement la reconnaissance juridique de l'annexion de la Crimée. Faut-il rappeler que les pays occidentaux n'ont jamais reconnu l'annexion par Staline des États baltes et de la Moldavie ? Avec un règlement réaliste de la question ukrainienne et – nécessairement aussi – l'actualisation des accords d'Helsinki, s'ouvrirait, parallèlement, la possibilité de coopérations plus larges, notamment au Moyen-Orient.

### *Une modèle autrichien pour l'Ukraine ?*

Peut-on imaginer qu'au terme d'un apprentissage encore inachevé un président Trump ressourcé en arrive à vouloir entreprendre une stratégie de ce type ? Et saurait-il la mettre en œuvre ? On ne peut que spéculer. À ce jour, l'ancien magnat de l'immobilier s'est révélé être un homme de coups, non un stratège. Dans le jargon à la mode, on parle d'une diplomatie « transactionnelle ». Ajoutons que Trump est maintenant lourdement soupçonné de ne pas être indépendant vis-à-vis de la Russie. Toute tentative de sa part pour normaliser la relation des États-Unis avec l'ancienne deuxième superpuissance se heurterait à une opposition virulente, aux États-Unis pour commencer, mais aussi en Grande-Bretagne, hostile à la Russie depuis le « grand jeu » du XIX<sup>e</sup> siècle, et sur le continent européen en Pologne, aux pays baltes, et à un moindre degré en France ou en Allemagne. La liste n'est pas limitative.

Dans la plupart des pays occidentaux, la croyance aux visées impérialistes de Poutine est solidement ancrée. D'où l'idéologie selon laquelle aucune véritable normalisation ne serait possible avec Moscou tant que la démocratie libérale n'aurait pas triomphé au pays des tsars. La question ainsi soulevée va bien au-delà : jusqu'à quel point des démocraties libérales peuvent-elles s'entendre avec des démocraties illibérales ou, *a fortiori*, avec des régimes autoritaires, voire dictatoriaux ? La mondialisation, entendue comme la viabilité d'un système international raisonnablement ouvert, est-elle possible si ce système est hétérogène du point de vue politique ? Je reviendrai sur cette question, déjà souvent évoquée dans mes précédentes « Perspectives ». Tant que les principaux

chefs d'État ou de gouvernement n'y auront pas répondu suffisamment clairement, la gouvernance mondiale restera hasardeuse.

### ► *Les débuts auraient pu être pires*

Venons-en plus précisément au bilan des six premiers mois du président Trump et à sa politique étrangère. Ses positions économiques sont en principe inchangées, mais en pratique considérablement atténuées. Il n'est plus sérieusement question d'un mur entre les États-Unis et le Mexique, et les directives sur l'immigration en provenance des pays arabes ont été édulcorées, tout comme les menaces sur les importations des pays jugés mercantilistes. Plus généralement, la crainte de voir les États-Unis rompre ouvertement avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sans avoir disparu, a diminué.

Les partenaires de Washington ont réagi de deux manières. D'abord avec des mesures pour limiter les conséquences négatives du nouveau protectionnisme américain. Ainsi le Mexique s'affaire-t-il à réduire sa dépendance en matière agricole. Le Canada et l'UE ont accéléré la conclusion d'un accord commercial, l'Accord économique et commercial global (CETA – selon l'acronyme anglais). Le Japon a donné un coup de fouet pour l'aboutissement, dans des délais records, d'un traité ambitieux, également avec l'UE. Les anciens partenaires des États-Unis dans le TPP étudient la possibilité de l'adapter pour le maintenir entre eux. Dans le même esprit, mais certes à une échelle de temps différente, les 19 interlocuteurs de Donald Trump ont confirmé leur attachement à l'Accord de Paris sur le climat, lors du G20 de Hambourg en juillet. Une formule diplomatique a même été élaborée pour que l'isolement du président atypique ne ressorte pas trop.

C'est là que se situe la seconde manière de réagir à cette force de la nature qu'est le successeur de Barack Obama. Ses interlocuteurs n'ont pas tardé à comprendre leur intérêt à le prendre dans le bon sens. Avec un succès inégal. L'antipathie entre Donald Trump et Angela Merkel a éclaté dès leur première rencontre. Au contraire, on a pu voir le Premier ministre canadien Justin Trudeau s'employer à charmer le vieux fauve, avec un effet évident. Un peu plus tard, le tout-Riyad s'est déployé pour le séduire, et il semble bien que le jeune prince Mohammed ben Salman y soit parvenu. Comme Emmanuel Macron, qui l'a reçu en grande pompe aux Invalides puis dans l'intimité de la tour Eiffel. Le nouveau président français ne doute pas de parvenir à le convaincre sur la question du climat. Remarquons que Donald Trump paraît bienveillant vis-à-vis des jeunes étoiles de la politique, ces dernières étant, par nature ou par hypothèse, jugées extérieures aux *establishments* qu'il accable de ses sarcasmes. Et peut-être vues comme plus ouvertes que les chevaux de retour à ce qu'il peut y avoir malgré tout de rafraîchissant dans le flot des propos du nouvel hôte de la Maison-Blanche.

En ces temps où règne la communication virtuelle, on ne soulignera jamais assez l'importance du contact direct, humain, entre les dirigeants de la planète. Les sommets de l'OTAN, du G7, du G20, pour ne citer que ceux-là, sont autant

d'occasions pour eux d'échanger sans intermédiaire, donc de se jauger et de se comprendre, d'arrondir les angles. Pour un novice complet de la politique comme Donald Trump, ce peut être comme une formation accélérée dont on mesurera bientôt les effets. Notons incidemment qu'il aura fallu le G20 pour que Donald Trump rencontre Vladimir Poutine, en terrain neutre si l'on peut dire – avec les polémiques sans fin auxquelles j'ai déjà fait allusion –, alors qu'il n'avait pas tardé à recevoir Xi Jinping chez lui, à Mar-a-Lago.

J'ai mis l'accent sur la dimension psychologique des relations des dirigeants entre eux. Mais il y a aussi celles, non moins importantes, entre les dirigeants et leurs conseillers. Donald Trump a d'abord voulu privilégier dans son entourage ce qu'il appelle la loyauté – au sens le plus personnel et quasi mafieux du terme –, au détriment de la compétence, ce qui n'a pas tardé à l'entraîner dans des tourbillons. Sans entrer dans le détail, on peut aujourd'hui penser que le président prête davantage attention à des personnalités plus expérimentées dans leurs domaines, mais qui tout de même savent s'y prendre avec leur patron, ce qui certainement n'est pas le plus simple. Grâce à quoi il a peut-être déjà compris le danger d'enclencher une guerre commerciale, ou l'inconvénient de laisser au président chinois le rôle vedette pour la défense du libre-échange. Paradoxe énorme si l'on songe aux pratiques de l'empire du Milieu en matière de *dumping* ou d'acquisitions industrielles.

Dans le domaine de la sécurité, le président a significativement adouci le discours du candidat vis-à-vis des alliés de l'Amérique, qu'il s'agisse de rassurer le Japon et la Corée du Sud face à la montée de la Chine et la gesticulation de Kim Jong-Un, ou même ceux des pays européens qui se sentent menacés par la Russie. Parallèlement, Washington continue d'exiger que ses alliés payent davantage pour leur défense. Est-il nécessaire de rappeler au passage que le *burden sharing* – le « partage du fardeau » – est depuis 1949 un thème récurrent dans l'Alliance atlantique ? L'influence apaisante des conseillers se fait aussi sentir positivement dans des affaires plus immédiates. Ainsi n'est-il plus question de transférer précipitamment l'ambassade américaine à Jérusalem, ce qui mettait Netanyahu lui-même dans l'embarras, ni d'approuver sans retenue la multiplication des colonies en Cisjordanie. En tweetant compulsivement, après son voyage flatteur en Arabie Saoudite, pour signifier sa pleine approbation de la charge saoudienne contre le Qatar, le président a cédé à son tempérament ; mais il s'est bien trouvé, non loin du Bureau ovale, quelqu'un pour lui parler de la base américaine dans cet émirat, et de son importance stratégique.

Les critiques extérieurs de Donald Trump ont la tâche facile. Trop facile même tant il est soupe au lait et se prête à la caricature. Mais le nouveau président est tout sauf l'idiot que certains décrivent, et nul ne peut douter qu'il saisisse les choses quand on lui fait toucher du doigt les conséquences de fautes qu'il risque de commettre. Sans doute a-t-il toujours trop facilement ce doigt sur la gâchette du téléphone portable. Peut-être n'a-t-il pas encore pleinement compris la complexité des relations internationales, irréductibles à une série

de *deals* indépendants les uns des autres – comme ce peut être le cas dans l’immobilier ou dans le *show-business*. Cela dit, au début de juillet 2017, on peut déjà se réjouir de ce qu’aucune faute irrémédiable n’ait été commise par le nouveau pouvoir américain. En l’occurrence, l’absence de faute est déjà un succès.

### ► *La Corée du Nord*

Pendant ces six premiers mois, il est vrai, Donald Trump n’a eu aucune crise à gérer, en attendant celle qui couve et pourrait éclater prochainement en Corée du Nord. Après la chute de l’URSS fin 1991, le régime de Kim Il-Sung a survécu grâce à une entente tacite entre les principales puissances extérieures directement concernées par les affaires de la péninsule coréenne : États-Unis, Chine, Japon, Russie et Corée du Sud. Aucune n’avait intérêt à un changement du *statu quo*, en raison des bouleversements largement imprévisibles qu’il aurait pu entraîner. Je ne reviens pas sur cette situation abondamment analysée dans mes « Perspectives » antérieures. La monarchie communiste s’est perpétuée en concentrant ses efforts sur le développement de ses capacités militaires classiques, et sur l’édification d’une capacité nucléaire et balistique dans l’intention de sanctuariser le « royaume ermite » dans la durée.

Les forces classiques de Pyongyang ont toujours été suffisantes pour permettre une action dévastatrice au moins sur Séoul en cas d’attaque américaine. Alors que progressait la marche vers la panoplie nucléaire, un même schéma s’est constamment reproduit entre la Corée du Nord et ses partenaires ou adversaires : chantage à la bombe, pause moyennant compensations matérielles, rupture, reprise du chantage, et ainsi de suite. De la sorte, la Corée du Sud et les Occidentaux ont contribué à la survie économique du pays, avec par ailleurs l’apport décisif de la Chine, dont il dépend entièrement en matière énergétique.

Qu’est-ce qui a pu changer avec l’avènement de Kim Jong-Un, le très jeune petit-fils du fondateur de la République populaire, qui avait moins de 30 ans à la mort de son père, Kim Jong-Il ? Se posait tout d’abord une question de légitimité. C’est sans doute parce qu’il se sentait menacé à l’intérieur que le troisième Kim s’est débarrassé de ses rivaux potentiels et de tous ceux qui risquaient de le trahir un jour, n’hésitant pas à recourir pour cela à des méthodes barbares ou rocambolesques. Il n’a pas hésité à s’engraisser et à modifier son aspect physique pour ressembler à son grand-père Kim Il-Sung, dont il veut apparaître comme le véritable successeur... On peut considérer aujourd’hui que le jeune homme a consolidé un régime totalitaire, sur lequel l’extérieur n’a quasiment aucune prise, pas même la Chine. Ensuite, le dictateur espère vraisemblablement, une fois assurée la possession d’armes atomiques et de vecteurs opérationnels, conforter un pouvoir qui lui permettra d’entreprendre des réformes économiques suffisantes pour sauver la dynastie. Cela dit, il ne peut ignorer qu’il n’a pas droit à l’erreur, n’ayant de véritable allié ni à l’intérieur en raison de la terreur qu’il inspire, ni à l’extérieur.

Il y a là tous les ingrédients d’un cocktail explosif. Alors que, comme on l’a dit, les puissances ont longtemps préféré le *statu quo*, d’autant que leur attention

était accaparée par tant d'autres problèmes, on se trouve aujourd'hui dans une situation nouvelle. Ni les États-Unis ni le Japon ne peuvent tolérer que leur territoire soit à la portée d'armes nucléaires nord-coréennes. La Chine redoute avant tout la déstabilisation que pourraient entraîner des millions de réfugiés et une nouvelle donne géopolitique, alors qu'elle a besoin, encore pour de longues années, de donner la priorité à son développement économique et social. C'est également la perspective d'une révolution géopolitique qui préoccupe la Russie dont l'Extrême-Orient, rappelons-le, est dépeuplé. Quant à la Corée du Sud, elle ne se sent prête ni à un conflit dévastateur, ni aux coûts d'une réunification qu'elle ne conçoit que progressive, et dans la longue durée. De plus, une fraction de sa population manifeste une certaine sympathie pour le régime communiste. Avec le renvoi de Park Geun-Hye et l'élection à la présidence de Moon Jae-In, la conjoncture est plutôt à l'apaisement du côté de Séoul. Le nouveau chef de l'État se montre réticent vis-à-vis du déploiement des systèmes antimissiles américains THAAD voulu par Trump, et manifeste sa disponibilité pour rencontrer l'homme fort de Pyongyang.

Du point de vue diplomatique, la partie se joue principalement entre Washington et Pékin. Non sans raison, Donald Trump demande à Xi Jinping de régler le problème. Mais la Chine n'aurait ce pouvoir que si elle pouvait éliminer Kim Jong-Un et le remplacer par une figure à elle. Le demi-frère du dictateur aurait pu jouer ce rôle, et c'est pour cela qu'il a été assassiné. Pékin se tourne donc vers Washington. Que peut faire Trump ? Contraindre la Chine à agir et comment ? Bombarder des sites militaires en Corée du Nord au risque de provoquer une guerre dévastatrice ? Lancer une arme atomique sur Pyongyang comme Truman sur Hiroshima et Nagasaki ? Ou plutôt, passer un *deal* avec Kim Jong-Un, qu'il a déjà proposé de rencontrer, avec d'ailleurs l'approbation de Xi Jinping ? C'est dire combien la crise qui s'annonce est en effet potentiellement explosive, et de nature à tester la crédibilité du 45<sup>e</sup> président des États-Unis. Les Chinois savent ce qu'ils font en lui renvoyant la balle. Trump ne résoudra pas cette affaire-là par des tweets. En attendant qu'il prenne son risque, Kim Jong-Un continue de narguer la planète.

## » L'Union européenne : mort ou résurrection ?

### ▶ Donald Trump : un wake-up call

En juillet 2016, les Européens étaient sous le coup du Brexit. Rapidement, il apparut que, loin d'enclencher un processus de décomposition de l'Union – comme une minorité l'espérait et la plupart des observateurs de la scène internationale le redoutaient –, le référendum du 23 juin 2016 avait au contraire pour effet de resserrer globalement les rangs des 27 membres continentaux. Depuis lors, deux événements inattendus sont venus consolider tant la foi que l'espérance dans cette construction qui vient de célébrer son 60<sup>e</sup> anniversaire. Le premier est, paradoxalement, l'élection de Donald Trump, aussitôt perçue comme un *wake-up call* pour le Vieux Continent, surtout en Allemagne. Jamais



depuis la Seconde Guerre mondiale les élites atlantistes de ce pays n'avaient osé envisager que les États-Unis pussent un jour devenir des alliés vraiment incertains. Pour les Français, du moins ceux qui ont assimilé l'héritage du général de Gaulle, il s'agit là d'une évidence.

Les circonstances qui ont conduit à la création de l'Alliance atlantique en 1949 et à ses développements ultérieurs ont disparu avec la chute de l'URSS. En ce sens, si ce n'est la question du style, Donald Trump n'a pas tort de soulever le problème des conditions de sa survie. Pour la première fois depuis l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954, les Européens, et à leur tête l'Allemagne et la France, peuvent s'entendre pour aborder sérieusement le problème de leur sécurité.

Très vite également, un consensus s'est établi pour reconnaître que la Grande-Bretagne devrait conserver une place dans les dispositifs futurs, lesquels, plus généralement, ne devraient pas s'inscrire dans une logique de rejet de l'Alliance, dont il reste prématuré d'annoncer la mort. À vrai dire, celle-ci survivra aussi longtemps que les Américains ne la rejeteront pas. Dans l'avenir prévisible, les Européens ont vocation à concentrer leurs efforts supplémentaires sur la cybersécurité et sur le terrorisme, plus généralement sur les menaces provenant de leurs flancs, particulièrement le flanc sud (Afrique du Nord et pays du Sahel). Ainsi Français et Allemands paraissent-ils intéressés à créer un fonds spécial pour favoriser les actions dans ces directions. Dès lors qu'un embryon de défense européenne prendrait corps, la question du rapprochement des politiques étrangères menées par les États membres se poserait nécessairement, avec des dimensions de court, moyen et long termes. Sur ce dernier plan, on songe typiquement à des stratégies coordonnées en faveur du développement africain. Angela Merkel et Emmanuel Macron ont marqué leur accord sur ce point lors de leur rencontre du 13 juillet 2017 à Paris.

C'est également en termes de sécurité, et pas seulement humanitaires, qu'il convient d'aborder sur la durée le problème de l'immigration et des réfugiés, en prenant garde aux différentes échelles du temps. Tout au long de l'histoire, les grands mouvements de population vers l'Europe ont eu lieu suivant quatre voies : deux d'est en ouest (la route des Balkans et celle des îles grecques), deux du sud vers le nord (au sud-ouest *via* le détroit de Gibraltar, plus à l'est *via* la Libye et la Tunisie). La géographie oriente ainsi les politiques étrangères, notamment de nos jours vis-à-vis de la Turquie, des pays du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne. Jusqu'ici, ces sujets n'ont jamais été véritablement abordés dans un cadre européen. Ils devront désormais l'être progressivement. La question des frontières (accord de Schengen en particulier) et celle de la lutte antiterroriste sur les territoires européens eux-mêmes, doivent être situées dans un cadre plus vaste. Grâce à l'élection de Donald Trump, le débat sur la défense européenne peut s'ouvrir à nouveau, naturellement dans un contexte très différent de celui des années 1950. La dimension est-ouest n'a pas disparu, mais dans l'état actuel du système international, celle-ci ne peut être réexaminée que dans le cadre atlantique (Alliance atlantique) et continental (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe – OSCE). J'ai déjà abordé ce dernier point à propos de l'occasion manquée en 2016.